

Économie & Politique Monde

L'éducation, un placement idéal trop négligé

Augmenter le niveau de notre enseignement aiderait à doper l'économie belge. Pour l'ex-Premier ministre, Yves Leterme, le lien entre éducation et croissance est évident.

NATHALIE BAMPES

Si la Fédération Wallonie-Bruxelles arrivait à rendre son enseignement aussi performant que celui du nord du pays, le gain en termes de croissance serait de 0,85% par an pour l'économie wallonne. C'est ce qu'ont calculé les professeurs David de la Croix (Ires, UCL) et Jean Hindriks (Itinera Institute) lors d'un exposé présenté lors du débat «Investing in Education» organisé hier par le think tank.

Le gain serait tout aussi intéressant au niveau national (0,58% du PIB en croissance annuelle), pour autant que nos élèves arrivent à rejoindre le niveau des Finlandais. Pour tirer ce constat, les chercheurs se sont basés sur la corrélation entre les résultats des élèves aux tests PISA et la croissance du produit national brut. «Il faut éviter la politique du déni, insiste David de la Croix, pour qui la critique des tests PISA n'est pas une attitude constructive. Au contraire, il faut réfléchir aux incitants: sont-ils suffisants en Communauté française?» Iti-

«Cette dynamique fulgurante s'est arrêtée au début des années 2000. Cela devrait nous faire réfléchir...»

YVES LETERME
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT
À L'OCDE



nera n'a pas la réponse. Mais les chercheurs soulignent que l'éducation est un excellent placement, à la fois au niveau personnel et pour la société en général.

Capital humain crucial

Yves Leterme, qui est aujourd'hui secrétaire général adjoint à l'OCDE, en charge des dossiers d'éducation, abonde dans ce sens, estimant que le capital humain et son développement sont cruciaux, mais encore sous-estimés dans notre pays. Invité par Itinera Institute, l'ex-Premier ministre a démontré le lien entre croissance et développement de l'éducation, jugeant que le développement de l'enseignement a été un moteur «essentiel» de la croissance économique du pays au sortir de la guerre, jusque dans les années 80 et 90. «Mais cette dynamique fulgurante s'est arrêtée au début des années 2000. Cela devrait nous faire réfléchir.»

Yves Leterme, comme les chercheurs d'Itinera, pointe l'importance de l'investissement dans l'enseignement supérieur. Les statistiques le montrent, le retour sur investissement pour l'État de l'argent injecté dans l'enseignement supérieur est nettement plus élevé que son coût. «Or, constate Jean Hindriks, si l'on n'arrête pas de clamer l'importance de l'enseignement supérieur



Un an d'échec à l'université coûte cher: 20.000 euros pour l'étudiant et pour l'État. © HOLLANDE HOOGTE

comme source de croissance et d'innovation, on constate aussi que son financement a baissé de 20% entre 1991 et 2007 en Communauté française». Dans le même temps, on mène de plus en plus une stratégie de sélection des étudiants par l'échec. «Or, l'échec est d'autant plus dissuasif pour les publics moins favorisés qu'il coûte cher: 20.000 euros par année ratée pour les parents et pour l'État, et 20.000 euros de manque à gagner salarial», dit Hindriks, qui parle de gâchis. Pour casser ce cycle infernal, Hindriks suggère une meilleure sélection des élèves. «C'est un thème très polémique, et pourtant une meilleure régulation des entrées permettrait de réduire l'échec...», mais aussi une

hausse de la dotation publique. «Malheureusement elle se heurte aux problèmes budgétaires...». Et le professeur de plaider alors pour le «sponsoring» de certaines études par les entreprises...

L'investissement dans l'éducation est tout aussi rentable sur le plan personnel. En Belgique, ceux qui ont fait des études supérieures ont vu leurs revenus augmenter de 3,7% entre 1998 et 2008 (davantage que la moyenne OCDE), alors que ceux qui n'ont pas dépassé l'école secondaire ont accusé une baisse de 0,6% de leurs revenus. Une année d'étude supplémentaire augmentera le salaire de 5,2% en moyenne, confirme David de la Croix. Un rendement qui

n'est pas faramineux comparé à l'Espagne (+ 8,1%). Mais par contre, en termes de probabilité de trouver un emploi, il est très élevé dans les régions comme le Hainaut ou Liège. «Le rendement privé de l'éducation est élevé en Belgique. Pour un même placement, on aura un rendement de 8,64% dans l'éducation, comparé à un rendement de 6,5% pour les actions, ou 1,9% pour les obligations...», explique le chercheur. «Le retour sur investissement de la formation est très clair, conclut Yves Leterme. Sans compter que, d'après ses données, le coût du travail serait aussi inférieur à celui de l'Allemagne ou les Pays-Bas en ce qui concerne les diplômés universitaires...»

PUBLICITÉ

Les investissements dans de nouvelles technologies rapportent-ils?

Laissez-vous inspirer et faites l'expérience des technologies le 14 novembre 2012 et découvrez les solutions technologiques pour votre entreprise pendant les 12 sessions pratiques avec témoignages de clients. Articulées autour de Mobility, Social, Cloud et Big Data.



MOBILITY &
DEVICES

Découvrez comment de puissantes applications installées sur des appareils mobiles peuvent faire progresser votre entreprise.



CLOUDIFY
YOUR BUSINESS

Vous avez entendu parler du Cloud et des applications. Appréhendez maintenant leurs possibilités infinies dans votre entreprise.



CONNECTED
BUSINESS

Connectez-vous avec les besoins de vos clients comme jamais auparavant via des plateformes simples, sécurisées et flexibles.



GOVERNMENT

Faites un zoom sur les fonctionnalités du Cloud et sur les applications en matière d'amélioration du service. Sur la base de témoignages de clients, nous nous concentrons sur les nouveaux développements en matière de communication et de collaboration au sein du secteur public.

INSPIRIENCE THE FUTURE

QUAND 14 novembre 2012 de 9h à 19h.
LOCATION The Egg, Rue Bara 175, 1070 Bruxelles.
POUR QUI Le chef d'entreprise et les responsables informatiques.

Inscrivez-vous dès aujourd'hui sur www.inspiration-the-future.be et tentez de remporter votre propre Windows 8.



Wen Jiabao voit toujours «une myriade de risques»

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a affirmé lundi à Vientiane (Laos) que la crise financière internationale n'était pas encore terminée et qu'il restait même «une myriade d'incertitudes et de risques», alors que les dirigeants européens sont venus au sommet Asem (Asia-Europe Meeting) pour tenter de rassurer l'Asie sur la fiabilité de l'économie européenne en crise.

Le chef du gouvernement chinois a toutefois ajouté que l'Europe, avec son économie réelle «solide», un système de marché «bien développé» et une base scientifique et technologique «solide», garderait «inchangé» son statut d'«important pôle mondial».

«Tant que nous travaillons à l'unisson et coopérons étroitement, nous serons capables de supporter la lourde responsabilité de promouvoir une forte croissance de l'économie mondiale», a commenté Wen Jiabao. Il a notamment plaidé pour des marchés internationaux «libres, ouverts et justes».

Comme en écho, le président français François Hollande a pour sa part incité les pays en excédent à accepter une réévaluation de leur monnaie, visant — une nouvelle fois et à demi-mot — le yuan. Devant certains journalistes, le président français a parlé de «concurrence déloyale».

Les dirigeants de l'UE, les présidents du Conseil Herman Van Rompuy et de la Commission Jose Manuel Barroso, ont tous deux affirmé la fiabilité de l'Europe dans les échanges commerciaux avec l'Asie. Van Rompuy a rappelé qu'en 2011, les échanges commerciaux entre l'UE et l'Asie ont atteint près de 900 milliards d'euros et que des accords de libre-échange avaient été conclus ou sont en négociation avec plusieurs pays d'Asie. L'Asem s'est élargie à trois nouveaux États membres: la Norvège, la Suisse et le Bangladesh, portant ainsi leur nombre à 49, plus l'UE et l'Asean, l'association des nations de l'Asie du Sud-Est.



Pour le Premier ministre chinois, la crise n'est pas finie. © EPA

La coalition allemande resserre les rangs

La coalition au pouvoir en Allemagne a conclu lundi un accord sur le dossier politiquement sensible des prestations sociales, dont elle espère retirer les bénéfices dans l'opinion publique avant les élections fédérales de septembre prochain. Le compromis obtenu par les trois partis au pouvoir (la CDU d'Angela Merkel, les

chrétiens-démocrates de la CSU et les libéraux du FDP) prévoit entre autres la suppression d'une contribution impopulaire de 10 euros par trimestre aux frais de consultations médicales. Parallèlement à ces mesures, les partis de la coalition entendent continuer leurs efforts d'assainissement budgétaire et revenir à l'équilibre en 2014.